

Face à l'urgence de la crise démocratique, construisons une réponse citoyenne commune !

En écho aux appels citoyens

Nous soussignés (*noms, avec indication des appartenances*) avons pris connaissance ou sommes nous mêmes engagés dans la mise en œuvre de plusieurs appels citoyens (1). Ces appels et ces initiatives nous semblent d'autant plus importants que nous sommes confrontés à un enjeu majeur qui n'est autre que celui de la démocratie d'abord et de la paix ensuite. Au prétexte que la démocratie prend trop de temps, alors que les marchés financiers votent eux tous les jours et sont organisés autour d'automates qui opèrent des milliers de transactions par seconde, c'est à terme l'existence même du fait démocratique qui se trouve menacé. Les gouvernements sont sommés de s'exécuter ou de laisser la place à des experts comme on l'a vu déjà en Grèce et en Italie. Plutôt que d'un retour nécessaire du politique et de l'exigence démocratique permettant de s'attaquer pour de bon à la régulation des marchés et à leur poumon financier, les paradis fiscaux, on assiste uniquement à la mise en oeuvre de programmes d'austérité qui aggraveront la crise sociale et réduiront les moyens de traiter l'enjeu écologique, de plus en plus préoccupant du fait de l'accélération du dérèglement climatique et de ses conséquences. Le résultat, c'est la préparation de situations de chaos écologique et social porteuses de risques de conflagration et pains bénis pour les logiques autoritaires de toutes obédiences, à l'instar de la crise des années trente. C'est dire que, comme alors, après la démocratie, c'est la paix elle même qui se trouvera menacée.

Face à ces enjeux considérables, il nous semble désormais important, plutôt que de multiplier les appels, aussi légitimes soient ils, d'organiser une réponse concertée des initiatives citoyennes en favorisant leur coopération et leur influence tant sur le plan politique que médiatique. Il nous paraît ainsi nécessaire de rendre visible la créativité de la société civile et des mouvements de citoyenneté comme partenaires de la construction d'un changement profond de société et pas seulement comme questionneurs des acteurs politiques. C'est pourquoi il est nécessaire de favoriser la complémentarité de ces initiatives, de faire de leurs différences une richesse et d'ancrer sur les territoires des espaces communs de débat, de coopération et d'intervention.

C'est ainsi en particulier que nous nous proposons d'organiser un forum civique commun à l'ouverture des Etats généraux de Grenoble fin janvier 2012. Ce forum sera le prélude à d'autres initiatives communes prises dans toutes les régions françaises en lien avec les avancées des convergences au niveau national.

Nous n'accepterons pas la destruction programmée des valeurs cardinales sur lesquelles s'est reconstituée l'Europe après deux guerres mondiales et trois faits totalitaires : la démocratie, la paix et la justice sociale !

1) Il s'agit en particulier du pacte pour les droits et la citoyenneté initié par la LDH,; du processus des états généraux de l'économie sociale et solidaire et de son support « les cahiers d'espérance », du pacte civique qui propose des engagements à la fois personnels, organisationnels et structurels, de l'appel pour « une insurrection pacifique », de la campagne « Tous candidats 2012 » initiée par le mouvement des Colibris, des ateliers du vivre ensemble faisant suite à l'appel pour la Fraternité, du projet « faire société » initié par la Ligue de l'Enseignement, du comité pour un audit public de la dette initié par Attac et, plus récemment, de l'initiative initiée par le CRID visant à construire un espace commun à diverses initiatives.